

CADRE D'ÉCHANGE DES PARTIS ET REGROUPEMENTS POLITIQUES POUR UNE TRANSITION RÉUSSIE AU MALI.

DECLARATION SUR L'AN II DE LA RUPTURE DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL AU MALI

18 août 2020 -18 août 2022, il y a de cela deux (2) ans jour pour jour qu'un groupe de militaires a pris devant l'histoire la lourde responsabilité d'interrompre le processus démocratique au Mali suite aux événements ayant conduit à la démission forcée du Président de la République et procédé à la dissolution de l'Assemblée Nationale et du Gouvernement. Cet anniversaire arrive au moment où les maliens, plongés dans le doute et l'inquiétude, se posent des questions sur l'avenir et le devenir de leur pays et sur leur avenir propre tant les perspectives sont sombres.

Dans la dynamique d'accompagnement de la transition, nous, Partis et Regroupements Politiques du cadre d'échange pour une transition réussie au Mali, avons fait une première déclaration, le 26 juillet 2021 à travers laquelle nous avons demandé aux autorités de la Transition la publication d'un chronogramme devant être réaliste et réalisable des actions de la période de Transition, de nature à respecter la **durée adoptée par les forces vives et inscrite dans la Charte** ainsi que la date retenue pour les **élections** générales (présidentielles et législatives), du **27 février 2022**.

Le 14 avril 2021, le Gouvernement de Transition a publié le calendrier des élections et des réformes, selon lequel calendrier le référendum constitutionnel devait avoir lieu le 31 octobre 2021, les élections municipales et régionales ainsi que les élections des conseillers de cercle le 26 décembre 2021 et les élections législatives et présidentielles le 27 février 2022 et les 13 et 20 mars 2022 en cas de seconds tours.

Le 30 juillet 2021, le Premier ministre de la Transition, Choguel Kokalla MAIGA, a présenté le Plan d'Actions du Gouvernement (PAG) devant le Conseil National de Transition (CNT), qui l'a adopté.

Le Premier ministre a affirmé à cette occasion reconduire le même chronogramme.

Ledit plan était articulé autour des quatre (4) axes que sont (i) le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national, (ii) les réformes politiques et institutionnelles, (iii) l'organisation des élections générales, (iv) et la promotion de la bonne gouvernance avec l'adoption d'un pacte de stabilité qui durerait jusqu'à la fin de la Transition dont la durée avait été arrêtée à dix-huit (18) mois.

Conscientes de la gravité du moment, les forces politiques et sociales du pays ont choisi d'accompagner cette Transition dont elles ont souhaité la réussite dans le dialogue et l'inclusion. Elles regrettent cependant que sous la conduite des autorités actuelles, issues

d'un deuxième Coup d'état perpétré le 24 mai 2021, le processus ait pris des allures dramatiques pour nos populations de plus en plus confrontées à de nombreuses et sérieuses difficultés économiques, sociales et sécuritaires.

La situation se dégrade dans presque tous les domaines et de graves menaces pèsent sur l'unité et la souveraineté nationales. De plus, notre pays, qui vit ainsi des moments sombres de son histoire, s'enfonce dans un isolement diplomatique inédit et sans précédent et cela dans le clivage, assorti de la marginalisation et de l'exclusion de la grande majorité de la classe politique.

En deux (2) ans de Transition, le constat est triste, le bilan est catastrophique et la situation est inquiétante. Il faudra tout de même saluer la résilience du peuple malien qui a tenu face aux effets néfastes des sanctions infligées à notre pays par la faute des autorités résolument engagées sur la voie de la confiscation du pouvoir.

Le Cadre salue l'engagement patriotique de nos forces de défense et de sécurité à faire face à leurs défis régaliens combien difficile et périlleux, sur le théâtre des opérations, est aussi admirable.

Au-delà, force est de constater que :

- 1- Les maliens sont plus que jamais divisés, par la volonté délibérée de certains qui ont opté pour l'invective, l'anathème et la stigmatisation comme seule réponse à ceux qui ont une opinion et une vision différentes et divergentes et qui sont à l'occasion traités d'apatrides pour les besoins d'une cause politique.
- 2- La presque totalité du territoire national reste encore sous l'occupation des forces du mal qui montent visiblement en puissance et de façon inquiétante.
- 3- L'Administration est absente de la majeure partie du territoire et son retour qui est plus que nécessaire est hypothétique.

Au même moment, notre pays perd des alliés traditionnels de la lutte contre le terrorisme, invités à quitter le Mali à la demande de nos autorités.

- 4- La vie coûte de plus en plus chère et le panier de la ménagère n'a jamais été aussi vide que cela remonte aussi loin dans la mémoire.

Rares sont les maliens qui arrivent à se nourrir à souhait, et très nombreux sont nos compatriotes qui peinent à accéder aux produits de premières nécessités, tels le petit mil, le riz, le sucre, le lait, le carburant pour ne citer que ceux-ci, qui apparaissent aujourd'hui comme des produits de luxe.

Pendant que les maliens tombent dans la précarité et vivent dans les difficultés du fait de la baisse vertigineuse de leurs revenus et de leur pouvoir d'achat, aucune autorité n'a consenti de sacrifier son salaire et ses avantages.

- 5- De graves hypothèques pèsent sur la campagne agricole du fait de la rareté et de la cherté des intrants agricoles, faisant plonger les paysans et l'ensemble du monde rural, anxieux, dans la précarité.

- 6- Le pays s'isole de plus en plus sur le plan diplomatique et se referme sur lui-même, du fait des autorités qui ont opté pour une diplomatie de rupture alors que dans la situation actuelle notre salut réside plutôt clairement dans l'accompagnement de tous les partenaires face à ces dures épreuves.
- 7- Les libertés fondamentales sont régulièrement violées, ouvrant ainsi le chemin à la répression et aux règlements de comptes politiques. Les menaces multiformes sont devenues la règle de gouvernance pour anéantir les forces politiques aux voix discordantes et propositives.
- 8- Le passage en force semble être l'option choisie pour faire passer les réformes politiques et institutionnelles.

Au regard de la situation, le Cadre d'échange des partis et regroupements politiques pour une transition réussie invite les autorités actuelles à œuvrer à l'union des cœurs et des esprits, en vue de la cohésion sociale retrouvée dans notre pays qui joue sa survie.

La situation est préoccupante, c'est le moment de taire les clivages pour sauver la Nation malienne.

Bamako, le 18 août 2022

ONT SIGNÉ:

Les Présidents des Partis et Regroupements Politiques : **EPM, Espérance Nouvelle-Jigiya Kura, ARP, NVPM, ASMA-CFP, YELEMA, ADRP, ICAP, CNDR, Parti Mali Emergence, CVCRT.**